

La classe moyenne n'est pas en déclin, mais en croissance. L'évolution de la structure des emplois en Suisse depuis 1970

Daniel Oesch¹ et Emily Murphy²

¹ Université de Lausanne

² University of Oxford

Social Change in Switzerland N°12

Décembre 2017

La série **Social Change in Switzerland** documente, en continu, l'évolution de la structure sociale en Suisse. Elle est éditée conjointement par le Centre de compétences suisse en sciences sociales ([FORS](#)), le Life Course and Inequality Research Centre de l'Université de Lausanne ([LINES](#)) et le NCCR LIVES ([LIVES](#)). Le but est de retracer le changement de l'emploi, de la famille, des revenus, de la mobilité, du vote ou du genre en Suisse. Basées sur la recherche empirique de pointe, elles s'adressent à un public plus large que les seuls spécialistes.

Editeur responsable

Daniel Oesch LINES/LIVES, Université de Lausanne

Comité éditorial

Felix Bühlmann, LINES/LIVES, Université de Lausanne

Franziska Ehrler, FORS

Dominique Joye, LINES/LIVES, Université de Lausanne

Mailys Korber, LINES/LIVES, Université de Lausanne

Pascal Maeder LIVES, Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)

Emmanuelle Marendaz Colle, LIVES

Monika Vettovaglia, FORS

Boris Wernli, FORS

Traduction française :

Xplanation

FORS

Géopolis

1015 Lausanne

www.socialchangeswitzerland.ch

Contact: info@socialchangeswitzerland.ch

Référence électronique

D. Oesch & E. Murphy, La classe moyenne n'est pas en déclin, mais en croissance. L'évolution de la structure des emplois en Suisse depuis 1970. *Social Change in Switzerland*. DOI: 10.22019/SC-2017-00009

Droit d'auteur



Creative Commons: Attribution CC BY 4.0. Cette licence permet aux autres de distribuer, remixer, arranger, et adapter votre œuvre, même à des fins commerciales, tant qu'on vous accorde le mérite de la création originale en citant votre nom.

Résumé

Une thèse influente en sciences économiques affirme que la mutation technologique entraîne une polarisation de la structure des emplois. Des postes seraient ainsi créés surtout en haut et en bas du marché du travail, tandis que la classe moyenne serait vidée de sa substance. Les faits contredisent cette thèse de la polarisation pour la Suisse. Les recensements de la population entre 1970 et 2010 ainsi que l'enquête suisse sur la population active entre 1991 et 2016 montrent que ce sont surtout des emplois hautement qualifiés qui ont été créés ces dernières décennies en Suisse, à savoir des postes dans le management, la gestion de projet et les professions académiques. Dans le même temps, de nombreux emplois peu qualifiés ont disparu dans l'agriculture et l'industrie, traditionnellement attribués à la classe ouvrière, ainsi que dans le back office. L'évolution structurelle n'a par conséquent pas érodé la classe moyenne, mais clairsemé les rangs des ouvriers industriels et du personnel de bureau.

Introduction

Depuis la révolution industrielle et Karl Marx, les observateurs du changement social sont fascinés par la question de l'évolution de la structure des emplois: le marché du travail crée-t-il essentiellement des postes hautement qualifiés et bien rémunérés, ou croît-il sur sa frange inférieure, dans les professions peu qualifiées et mal payées? La question se pose si le progrès technologique engendre une classe moyenne importante ou, au contraire, s'il la réduit en entraînant ainsi une polarisation de la société.

Dans l'après-guerre, la réponse paraissait claire. Partout en Europe de l'Ouest, l'emploi a diminué dans les professions peu qualifiées de l'agriculture et de l'industrie. Parallèlement, de nombreux postes hautement qualifiés ont été créés dans le domaine des services aux entreprises, de la santé et de la formation. Le résultat de cette évolution fut une poussée vers le haut de la structure des emplois et la croissance de la classe moyenne.

Ces deux dernières décennies, la croyance en une amélioration continue de la structure des emplois s'est affaiblie. Dans l'économie numérique, ce ne sont plus seulement les ouvriers agricoles et les assembleurs de l'industrie qui sont touchés par l'automatisation, mais également les employés de commerce et les employés postaux. Des sociologues américains mettent en garde contre un scénario dans lequel l'emploi ne croîtrait plus qu'aux marges – dans les professions académiques bien rémunérées d'une part et dans les services aux particuliers mal rémunérés (comme les aides-soignants et coursiers) d'autre part (Wright et Dwyer 2003).

Notre article contribue à ce débat en analysant l'évolution de la structure des emplois en Suisse entre 1970 et 2016. Il fait ainsi suite à des études antérieures de la structure sociale suisse (Levy et al. 1997, Levy 2010). En s'appuyant sur des données tirées du Recensement de la population et de l'Enquête suisse sur la population active, il illustre comment l'emploi a évolué dans différentes catégories de métiers.

Nos résultats contredisent la thèse de la polarisation. L'amélioration de la structure des emplois se poursuit en Suisse. Au cours de ces deux dernières décennies, l'emploi a continué de progresser surtout dans les professions bien payées et hautement qualifiées, tout en reculant dans les postes mal rémunérés et peu qualifiés. Par conséquent, nous ne notons aucune érosion de la classe moyenne.

Débats autour de l'érosion de la classe moyenne

Jusque dans les années 1990, le consensus dans les sciences sociales s'attendait à ce que le progrès technologique entraîne une diminution constante des emplois peu qualifiés au profit des emplois hautement qualifiés. Ce consensus fut ébranlé au début des années 2000 par deux études montrant une tendance à la polarisation aux États-Unis et en Grande-Bretagne (Wright et Dwyer 2003, Goos et Manning 2007). Dans les deux pays, ce n'est pas seulement le nombre d'emplois hautement qualifiés qui a progressé dans les années 1990, mais aussi le nombre de postes à bas salaires, notamment dans le commerce de détail et les services aux particuliers.

En réaction, une nouvelle thèse s'est répandue dans les sciences économiques, selon laquelle la mutation technologique aurait une influence polarisante sur la structure des emplois (Autor et al. 2003). L'idée centrale en est que les ordinateurs automatisent les activités prévisibles et donc programmables – et touchent donc les emplois dans la fabrication industrielle et le traitement des données en remplaçant des postes aux revenus moyens comme les mécaniciens de machines et les employés de commerce. Par contre, les ordinateurs ne sont pas en mesure de remplacer les décideurs et les experts, et ils échouent aussi dans les services aux particuliers peu qualifiés, mais difficile à prévoir. Ainsi, un robot peut construire une voiture, mais il est incapable de nettoyer une villa, de faire la toilette d'un patient ou de servir un client.

Alors que la thèse du progrès technologique polarisant jouit d'une grande popularité dans les sciences économiques, la recherche en sciences sociales a trouvé peu d'indices pour la polarisation en dehors des deux grands pays anglo-saxons. Pour l'Europe de l'Ouest en général (Eurofound 2015, Oesch 2013) et la Suisse en particulier (Murphy et Oesch 2017, Sheldon 2005), les résultats suggèrent que la structure des emplois continue à progresser vers le haut. Ces dernières décennies, le marché du travail a enregistré une croissance surtout dans les emplois hautement qualifiés nécessitant un diplôme d'une haute école. La question qui se pose est de savoir si le nombre de postes a davantage reculé dans les professions aux exigences de qualification moyennes ou basses.

Quel impact a l'évolution de la structure des emplois sur la classe moyenne? Clarifions pour cela au préalable le concept de classe moyenne. En Suisse, elle est souvent définie comme le groupe au revenu intermédiaire. À titre d'exemple, pour l'Office fédéral de la statistique la classe moyenne réunit les personnes (ou les ménages respectivement) qui gagnent entre 70% et 150% du revenu médian. D'après cette définition, la classe moyenne n'englobe pas ce cinquième de la population qui touche moins de 70 % du revenu médian et qui se situe ainsi près du seuil de pauvreté en vivant majoritairement des prestations sociales, notamment de l'AVS, de l'assurance-chômage ou de l'aide sociale. Une classe ouvrière n'existe plus dans cette définition: soit on est pauvre ou on appartient à la classe moyenne. N'appartient pas non plus à la classe moyenne le cinquième de la population qui gagne plus de 150% du revenu médian. On obtient donc une classe supérieure hypertrophiée, incluant notamment le personnel enseignant du secondaire supérieur, les ingénieurs et les pharmaciens.

D'un point de vue historique et sociologique, cette définition n'a pas de sens. Le concept de classe moyenne n'a jamais décrit le centre arithmétique de la structure sociale, mais son centre hiérarchique. Il s'utilisait, au XIX^e siècle, pour un groupe restreint de travailleurs tirant leur revenu non de tâches manuelles, mais de leurs facultés intellectuelles (Hobsbawm 1995: 86). Dans la hiérarchie des classes, la classe moyenne se situait *au-dessous* de la classe supérieure, encore plus petite, des nobles et des grands propriétaires terriens vivant de leur capital et n'ayant pas besoin de travailler. En même temps, elle se situait *au-dessus* de la grande masse des travailleurs agricoles et ouvriers industriels, des artisans et des domestiques vivant de leur travail manuel.

Le gros de la classe moyenne était traditionnellement constitué par des professions comme les banquiers, les fabricants et les entrepreneurs ainsi que les médecins, les avocats, les professeurs et les hauts fonctionnaires (Kocka 1995: 784).¹ La grande majorité des personnes actives travaillait en revanche, jusque dans le XX^e siècle, dans des métiers simples de l'agriculture, de la production et des services, que l'on a toujours considérés comme faisant partie de la classe ouvrière. Par conséquent, la classe moyenne ne se situait *justement pas* au milieu de la répartition des revenus.²

Données et méthode

Nous examinons l'évolution de la structure des emplois d'abord avec les recensements de la population de 1970, 1980, 1990, 2000 et 2010 ainsi que le relevé structurel 2010. Ensuite, à l'aide de l'Enquête suisse sur la population active (ESPA), nous analyserons comment la part de l'emploi des différentes classes sociales a évolué entre 1991 et 2016.

Notre analyse du recensement de la population comprend tous les actifs – salariés et indépendants *de tous les secteurs* – de 22 à 63 ans (pour les femmes) et 22 à 64 ans (pour les hommes). Nous

¹ La définition la plus large de la classe moyenne anglaise au XIX^e siècle regroupe, selon Eric Hobsbawm, les personnes qui employaient des domestiques (le personnel de maison).

² Raison pour laquelle Thomas Piketty (2015) définit la classe moyenne comme le groupe dont les revenus se situent dans la répartition au-dessous des 10% les plus hauts revenus (*top 10%*) et au-dessus des 50% des revenus les plus bas (*bottom 50%*). Tandis que les personnes se situant dans la moitié inférieure de la répartition des salaires (0 à 50 %) ne possèdent pratiquement aucune fortune nette, la classe moyenne (50 à 90 %) dispose de certaines économies la protégeant des crises de marché et des aléas de la vie.

distinguons leurs professions aussi précisément que possible (sur la base d'ISCO 4-digit) et déterminons la qualité d'une profession sur la base de son salaire médian pendant les années 1990 (en nous appuyant sur l'ESPA 1993-98). Par amélioration de la structure des emplois, nous entendons que l'emploi croît plus fortement dans les professions au salaire élevé que dans les professions dont le salaire est bas. D'autres indicateurs, comme le niveau de formation d'une profession, sont corrélés avec le salaire et débouchent sur les mêmes conclusions (Murphy et Oesch 2017).

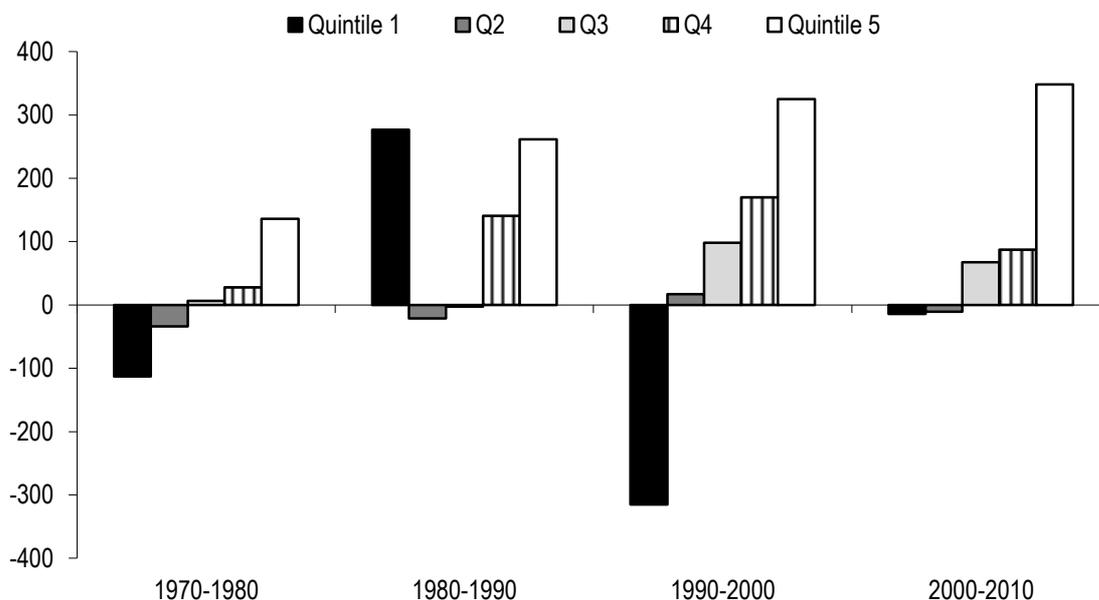
Nous classons les professions du salaire médian le plus bas au salaire médian le plus haut et les regroupons, sur la base de ce classement, en cinq quintiles de même taille. Au début de la période étudiée, chaque quintile englobe 20% de l'emploi total. Le quintile inférieur (Q1), regroupe le cinquième des employés travaillant dans les professions au salaire médian le plus bas (p. ex. serveurs, aides domestiques et nettoyeurs), tandis que le quintile supérieur (Q5) regroupe le cinquième des actifs travaillant dans les professions au salaire médian le plus élevé (p. ex. avocats, médecins et conseillers aux entreprises).

Cette méthode nous produit cinq catégories professionnelles (à ne pas confondre avec des catégories de revenus) classées dans un ordre hiérarchique. Les quintiles 1 et 2 correspondent à la classe ouvrière. Dans le quintile 3, nous trouvons des métiers de la classe ouvrière et de la classe moyenne inférieure. Le quintile 4 appartient à la classe moyenne, et le quintile 5 réunit la classe moyenne supérieure et une petite classe supérieure.

Évolution de la structure de l'emploi en Suisse, 1970-2010

Le graphique 1 illustre l'évolution de la structure des emplois pour la période s'étendant de 1970 à 2010.³ À chaque décennie, l'emploi dans le quintile 5 – et donc dans les professions les mieux payées – a fortement augmenté. La croissance dans ce quintile supérieur s'est renforcée de décennie en décennie, avec une augmentation de 136'000 emplois dans les années 1970, 261'000 dans les années 1980, 325'000 dans les années 1990 et 348'000 dans les années 2000.

Graphique 1: Évolution de la structure suisse de l'emploi (en milliers de postes)



Source des données: recensement de la population 1970-2010, relevé structurel 2010

Exemple de lecture: entre 1970 et 1980, l'emploi dans le quintile 1, qui englobait en 1970 le cinquième de la population active qui travaillait dans les métiers aux salaires les plus bas, a reculé de 113'000 postes.

³ Au début de chaque période, les cinq quintiles sont de même taille et comprennent 20% de l'emploi total. Nos résultats montrent par conséquent l'évolution nette de l'emploi pour chaque décennie.

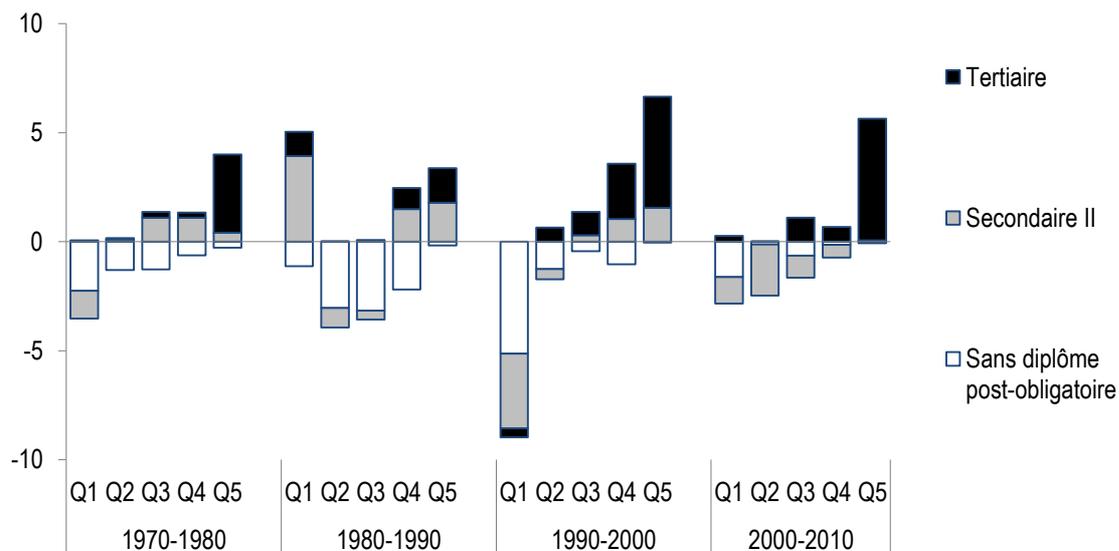
Tandis que de nombreux postes ont été créés dans le quintile 5, l'emploi a reculé dans le quintile 1. Ce recul a été particulièrement prononcé dans les périodes de crise des années 1970 (avec le choc pétrolier de 1973) et 1990 (avec la longue récession de 1991 à 1996). Pendant le boom de la construction et de la consommation des années 1980, l'emploi a connu une nouvelle croissance vigoureuse dans les professions à bas salaires du quintile 1. Les années 1980 sont par conséquent la seule décennie au cours de laquelle nous observons une polarisation de la structure de l'emploi. Dans les deux décennies suivantes, en revanche, aucun autre quintile ne s'est distingué par une si faible croissance de l'emploi que le quintile 1. Depuis 1990, nous ne notons donc aucun signe de polarisation de la structure des emplois. Au contraire: dans les années 1990 et 2000, l'emploi a connu sa plus forte croissance dans le quintile supérieur (5), suivi par le quintile 4, et a enregistré sa baisse la plus importante dans le quintile inférieur (1), suivi du quintile 2.

Pendant les deux dernières décennies, le marché suisse du travail a surtout créé de l'emploi dans les métiers bien payés, et perdu des postes dans les métiers à bas salaires. En même temps, le taux d'activité en Suisse est resté constant entre 1991 et 2010 (à environ 82%). Le taux de chômage, quant à lui, s'élevait en moyenne à 3,5 % entre 1991 et 2000, et à 3,1 % entre 2000 et 2010 (cf. Korber et Oesch 2016).

Comment est-il possible que l'emploi a crû disproportionnellement dans les métiers bien payés et diminués dans les métiers peu payés – sans que cela entraîne une hausse du chômage ou un recul du taux d'activité? La réponse réside dans le changement du profil de qualification des salariés en Suisse. Il y a eu non seulement un recul de l'emploi dans les métiers peu qualifiés, mais également, grâce à l'expansion du niveau de formation, moins de personnes peu qualifiées en âge de travailler. Tandis que la mutation technologique augmente la demande des entreprises pour les collaborateurs qualifiés, l'expansion de la formation accroît quant à elle l'offre de chercheurs d'emploi qualifiés.

Le graphique 2 montre que l'expansion de la formation en Suisse a suivi l'allure de la mutation technologique. L'augmentation des postes dans le quintile supérieur (Q5) est presque exclusivement due à la croissance des employés au bénéfice d'un diplôme tertiaire. Parallèlement, la diminution des postes dans les quintiles Q1 à Q3 a touché majoritairement la catégorie décroissante des personnes sans diplôme post-obligatoire et, après 2000, également de plus en plus de personnes au bénéfice d'une formation secondaire II (apprentissage).

Graphique 2: Évolution de la structure de l'emploi selon le niveau de formation (en %)



Source des données: recensement de la population 1970-2010, relevé structurel 2010

Exemple de lecture: entre 1970 et 1980, l'emploi dans le quintile 1 a reculé de 3.6% (passant de 20% à 16.4%). Ce recul a touché principalement les personnes sans formation secondaire II (-2.3%) et les personnes au bénéfice d'une formation secondaire II (-1.3%).

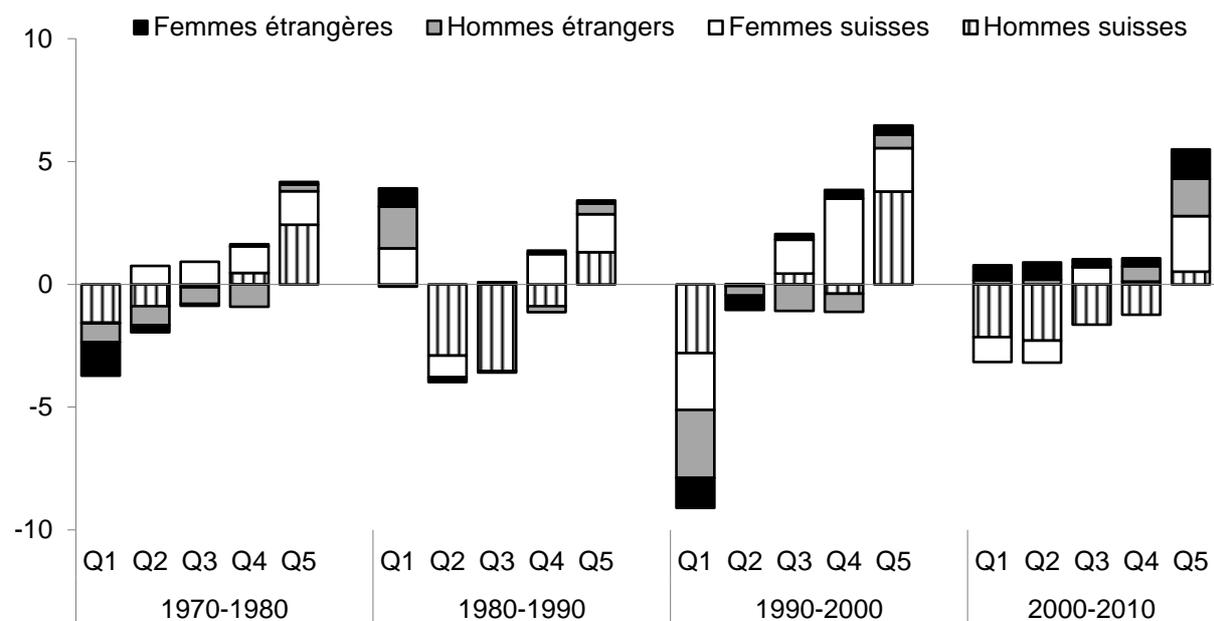
En Suisse, l'offre de travail – le profil des employés – est influencée non seulement par le système de formation, mais également par la politique migratoire et la participation croissante des femmes sur le marché du travail. C'est la raison pour laquelle nous illustrons, dans le graphique 3, l'évolution de la structure des emplois selon la nationalité et le sexe.

Si l'on se penche sur les travailleurs étrangers, on voit que leur activité, pendant la décennie de crise des années 1970, a reculé surtout dans le quintile inférieur Q1, le choc pétrolier ayant coûté leur poste à de nombreux travailleurs immigrés italiens. À l'inverse, le boom immobilier des années 1980 a favorisé une nouvelle croissance vigoureuse dans les professions peu qualifiées du quintile 1, avec l'embauche d'hommes étrangers surtout. Pendant la récession des années 1990, le scénario de la crise pétrolière s'est répété, avec une forte baisse de l'emploi dans le quintile 1, qui a touché pour moitié des travailleurs étrangers.

Pour la dernière période de 2000 à 2010, nous observons un changement de tendance. Les travailleurs étrangers contribuent pour la première fois de manière substantielle à la croissance de l'emploi dans les professions bien rémunérées du quintile 5. La progression du nombre d'immigrés bien formés se reflète donc aussi dans l'évolution de la structure des emplois depuis 2000. Notons toutefois que les femmes étrangères participent également à une légère augmentation des postes dans les deux quintiles inférieurs (Q1 et Q2). C'est dans la population active étrangère que nous observons ce qui pourrait ressembler le plus à une polarisation: sa part croît légèrement tout en bas de la hiérarchie professionnelle (où l'emploi des Suisses recule) et fortement tout en haut de la hiérarchie (où l'emploi des Suisses croît également).

La contribution des femmes suisses au changement structurel se transforme au fil des décennies et se concentre de plus en plus dans les professions en croissance du quintile 5. Après 2000, aucune autre catégorie ne contribue autant à la croissance de l'emploi dans les professions hautement qualifiées du quintile 5 que les femmes suisses. Celles-ci ont gagné du terrain non seulement du point de vue des diplômes obtenus, mais elles occupent aussi plus fréquemment des emplois hautement qualifiés. Les hommes suisses ont eux aussi profité du changement structurel en travaillent en plus grand nombre dans le quintile supérieur Q5.

Graphique 3: Évolution de la structure de l'emploi selon le sexe et la nationalité (en %)



Source des données: recensement de la population 1970-2010, relevé structurel 2010

Exemple de lecture: entre 1970 et 1980, l'emploi dans le quintile 1 a reculé de 3.6% (passant de 20% à 16.4%). Ce recul a essentiellement touché les hommes suisses (-1.5%), les femmes étrangères (-1.3%) et les hommes étrangers (-0.8%).

Quels secteurs économiques se cachent derrière les quintiles en régression et en croissance? Dans les années 1970 et 1980, le recul dans les trois quintiles inférieurs s'est effectué essentiellement au détriment de l'industrie, de la construction et de l'agriculture (cf. graphique A.1 en annexe). Dans les années 1990, et surtout dans les années 2000, les services peu qualifiés ont également perdu des postes dans le quintile 1. En revanche, la croissance de l'emploi en haut de la structure des emplois a surtout été due à deux secteurs: l'administration publique (secteurs de la santé, de la formation, et secteur social) et les services aux entreprises (avec les prestations financières et juridiques, l'immobilier, la recherche et l'informatique).

Évolution de la structure de classes en Suisse de 1991 à 2016

Pour une dernière analyse, nous utilisons l'Enquête suisse sur la population active afin d'examiner le changement dans la structure de classes entre 1991 et 2016. Nous utilisons à cet effet un schéma de classes reposant sur deux dimensions (cf. Oesch 2006). Le critère vertical se réfère au niveau d'exigence d'une profession, c'est-à-dire la formation requise, et est étroitement corrélé avec le degré d'avantages matériels qu'offre une profession. Le critère horizontal distingue quatre logiques de travail: une logique interpersonnelle, technique, administrative et indépendante. La combinaison des deux critères donne lieu au schéma de classes illustré par le tableau 1.

Trois catégories forment la colonne vertébrale de la nouvelle classe moyenne des salariés: les experts socioculturels (tel que les enseignants, travailleurs sociaux, physiothérapeutes), les experts techniques (tel que les ingénieurs, informaticiens, architectes), et les cadres et collaborateurs de projet (« les managers »). Une quatrième catégorie réunit les deux composantes traditionnelles de l'ancienne classe moyenne et supérieure: les entrepreneurs et les professions libérales. Deux catégories appartiennent à la classe moyenne inférieure: les petits entrepreneurs et les agriculteurs ainsi que le personnel administratif de bureau. Dans les deux dernières catégories, nous trouvons les professions ordinairement attribuées à la classe ouvrière: des ouvriers de production et des employés des services aux particuliers.

Tableau 1: Évolution de l'emploi par catégorie professionnelle entre 1991/92 et 2015/16.

	<i>Logique de travail interpersonnelle</i>	<i>Logique de travail technique</i>	<i>Logique de travail administrative</i>	<i>Logique de travail indépendante</i>	
	Experts socioculturels	Experts techniques	Cadres et collaborateurs de projet	Professions libérales et grands employeurs	Max. secondaire II Tertiaire A ou B Niveau d'exigence de la profession
	Enseignant	Ingénieur	Cadre	Avocat	
	Travailleur social	Informaticien	Conseiller	Entrepreneur	
% 1991/92	10,3 %	10,9 %	13,0 %	3,4 %	
% 2015/16	13,6 %	13,0 %	21,5 %	4,2 %	
Évolution	+3,3	+2,1	+8,5	+0,9	
	Employés des services	Travailleurs de production	Personnel de bureau	Petits entrepreneurs	
	Aide-soignant	Mécanicien	Secrétaire	Restaurateur	
	Vendeurs	Machiniste	Réceptionniste	Agriculteur	
% 1991/92	12,8 %	22,8 %	16,5 %	10,4 %	
% 2015/16	14,8 %	15,5 %	8,3 %	9,0 %	
Évolution	+2,0	-7,3	-8,2	-1,4	

Le tableau montre la répartition de l'emploi des personnes de 18 à 65 ans qui travaillent au moins 20 heures par semaine. Sont indiquées les moyennes de 1991 et 1992 ainsi que de 2015 et de 2016. La base de calcul est le code de profession détaillé (ISCO 4-digit).

Source des données: ESPA 1991, 1992, 2015, 2016

Le tableau 1 montre la part de chaque classe dans la population active. L'amélioration de la structure des emplois est due à la forte croissance de la classe moyenne salariée. Ainsi, la part de l'emploi des cadres et collaborateurs de projet a augmenté de 8.5% entre 1991 et 2016, et celle des experts socioculturels et techniques de 3.3% et 2.1%, respectivement. Par conséquent, la nouvelle classe moyenne est passée de 34 à 48% de la population active ces 25 dernières années.

En revanche, deux catégories professionnelles ont perdu de l'importance entre 1991 et 2016. La part de l'emploi des ouvriers de production s'est réduite de 7%, et celle du personnel de bureau de 8%. Ces catégories professionnelles en recul ne constituent pas le cœur de la classe moyenne: il s'agit d'une part de la classe ouvrière traditionnelle, et d'autre part de la classe moyenne inférieure, au statut social moins solide.

Seule une catégorie de la classe ouvrière a pris de l'ampleur après 1991, celle des employés des services aux particuliers, qui a augmenté de 2%. Cette croissance a cependant été trop faible pour compenser la suppression des postes peu qualifiés dans l'agriculture, l'industrie et le back office. Contrairement à la thèse de la polarisation, ce sont surtout des postes dans les professions tertiaires hautement qualifiées qui ont été créés en Suisse: chez les programmeurs, les médecins et les conseillers, et non pas chez les nettoyeurs, le personnel de vente ou les barmen.

Conclusions

Deux thèses dominent les débats sur l'emploi au XXI^e siècle dans l'opinion publique: la polarisation du marché du travail et la disparition de la classe moyenne. Ces deux thèses soulèvent des problèmes importants, notamment la stagnation des revenus des ménages moyens ainsi que l'augmentation de l'inégalité salariale dans de nombreux pays. Toutefois, une autre évolution du marché du travail a probablement davantage marqué la société: l'amélioration de la structure des emplois.

Ces dernières décennies, un bien plus grand nombre d'emplois ont été créés en Suisse dans les professions bien rémunérées – du management, de la santé, de la formation et du social – que dans les métiers à bas salaires. Contrairement aux États-Unis, nous ne notons en Suisse aucun signe de polarisation croissante de la structure de l'emploi. La mutation technologique de ces deux dernières décennies n'a pas érodé la classe moyenne, mais a clairsemé les rangs des ouvriers de l'industrie et du personnel de bureau. C'est la taille de la classe ouvrière qui a diminué. Elle n'a pas disparu pour autant. Aujourd'hui encore, nous trouvons dans le salaire médian des métiers d'ouvrier typiques comme des maçons, des mécaniciens sur machines ou des conducteurs de camions.

Notons que l'amélioration de la structure des emplois n'a pas entraîné une hausse du chômage ou un recul du taux d'occupation. Cela est dû au fait que le système de formation a produit un nombre croissant de diplômés des formations supérieures ces dernières décennies, satisfaisant ainsi la demande croissante des entreprises pour les travailleurs qualifiés. Par conséquent, nos résultats contredisent l'hypothèse selon laquelle les économies postindustrielles ne peuvent atteindre le plein-emploi que si elles ouvrent leur structure salariale vers le bas et créent de nombreux postes de services peu rémunérés.

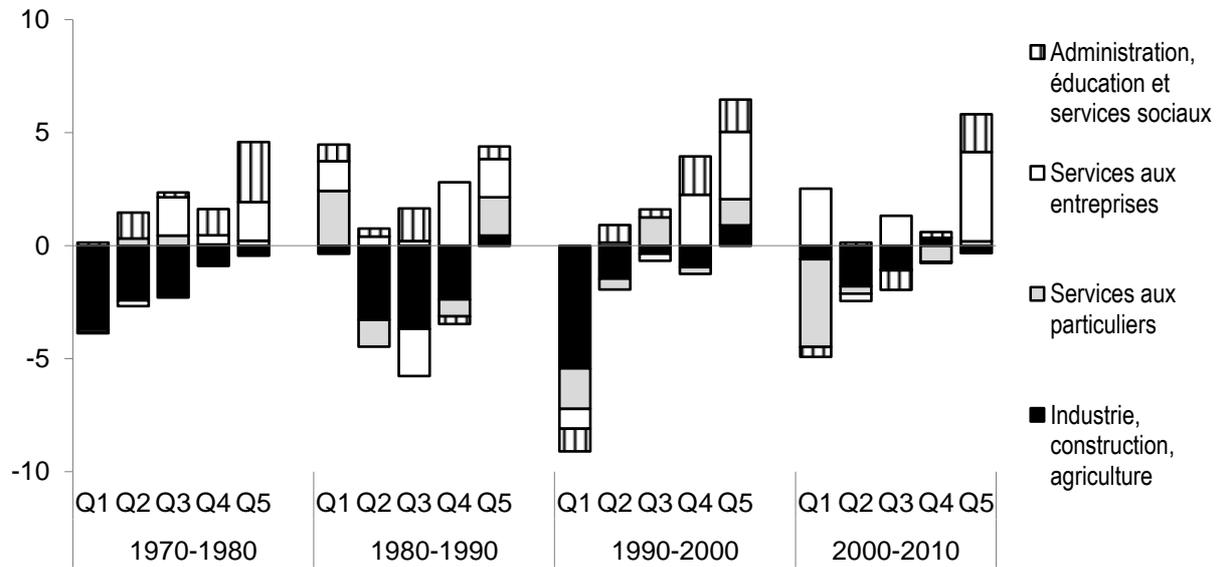
L'amélioration de la structure des emplois ne va toutefois pas de soi. Pour que ce processus se poursuive, des mesures sont nécessaires aux deux extrémités du marché du travail. À l'extrémité supérieure, des investissements publics dans les hautes écoles et la formation professionnelle supérieure permettent de former des travailleurs qualifiés en nombre suffisant et de profiter ainsi pleinement du progrès technologique. À l'extrémité inférieure, le renforcement de la formation professionnelle ainsi que les salaires minimaux fixés par les conventions collectives stimulent les entreprises à investir dans la productivité de leurs employés au lieu de miser sur une main d'œuvre stagnante à faible rémunération.

Bibliographie

- Autor, D., Levy, F. et Murnane, R. J. 2003. The skill content of recent technological change: an empirical exploration. *Quarterly Journal of Economics* 118(4): 1279-1333.
- Eurofound 2015. *Upgrading or polarisation? Long-term and global shifts in the employment structure: European Jobs Monitor 2015*. Dublin: European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions.
- Goos, M. et Manning, A. 2007. Lousy and lovely jobs: the rising polarisation of work in Britain. *Review of Economics and Statistics* 89(1): 118-133.
- Hobsbawm, E. 1995. Die englische middle class 1780-1920. S. 85-112 dans *Bürgertum im 19. Jahrhundert. Band I: Einheit und Vielfalt Europas*, publié par Kocka, J. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht.
- Kocka, J. 1995. The Middle Classes in Europe. *Journal of Modern History* 67(4): 783-806.
- Korber, M. et Oesch, D. 2016. L'évolution de l'emploi, du chômage et du PIB dans le canton de Vaud depuis 1990. Une étude comparative avec la Suisse, *LIVES Working Paper* 51, Université de Lausanne.
- Levy, R. 2010. *La structure sociale de la Suisse. Radiographie d'une société*. Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Levy, R., Joye, D., Guye, O., & Kaufmann, V. 1997. *Tous égaux? De la stratification aux représentations*. Zurich: Seismo.
- Murphy, E. et Oesch, D. 2017. Is employment polarization inevitable? Occupational change in Ireland and Switzerland, 1970-2010. *Work, Employment and Society*, en cours de parution.
- Oesch, D. (2006), *Redrawing the Class Map. Stratification and Institutions in Britain, Germany, Sweden and Switzerland*, Basingstoke: Palgrave Macmillan
- Oesch, D. 2013. *Occupational Change in Europe. How Technology and Education Transform the Job Structure*. Oxford: Oxford University Press.
- Piketty, T. 2014. *Le Capital au XXIe siècle*. Paris: Seuil.
- Sheldon, G. 2005. Der berufsstrukturelle Wandel der Beschäftigung in der Schweiz 1970-2000: Ausmass, Ursachen und Folgen. Neuchâtel, Office fédéral de la statistique, pp. 1-68.
- Wright, E. O. et Dwyer, R. 2003. The patterns of job expansions in the USA: a comparison of the 1960s and 1990s. *Socio-Economic Review* 1(3): 289-325.

Annexe

Graphique A.1: Évolution de la structure de l'emploi par secteur économique (en %)



Source des données: recensement de la population 1970-2010, relevé structurel 2010

Série *Social Change in Switzerland* : précédents numéros

Transformation des élites en Suisse

Felix Bühlmann, Marion Beetschen, Thomas David, Stéphanie Ginalski & André Mach
N°1, Juillet 2015

L'évolution des inégalités de revenus en Suisse

Ursina Kuhn & Christian Suter
N°2, Octobre 2015

Aspirations professionnelles des jeunes en Suisse : rôles sexués et conciliation travail/famille

Lavinia Gianettoni, Carolina Carvalho Arruda, Jacques-Antoine Gauthier, Dinah Gross & Dominique Joye
N°3, Novembre 2015

Le vote ouvrier en Suisse, 1971-2011

Line Rennwald & Adrian Zimmermann
N°4, Février 2016

Mobilité sociale au 20e siècle en Suisse : entre démocratisation de la formation et reproduction des inégalités de classe

Julie Falcon
N°5, Mai 2016

Quelles perspectives d'emploi et de salaire après un apprentissage ?

Mailys Korber & Daniel Oesch
N°6, Juin 2016

Les femmes à la tête des grandes entreprises suisses : une analyse historique des inégalités de genre

Stéphanie Ginalski
N°7, Novembre 2016

Les inégalités scolaires en Suisse

Georges Felouzis & Samuel Charmillot
N°8, Avril 2017

Du boom de l'après-guerre au miracle de l'emploi – la forte diminution du temps de travail en Suisse depuis 1950

Michael Siegenthaler
N°9, Juin 2017

Le travail des mères en Suisse: évolution et déterminants individuels

Francesco Giudici & Reto Schumacher
N°10, Octobre 2017

Les hauts revenus en Suisse depuis 1980: répartition et mobilité

Isabel Martinez
N°11, Novembre 2017